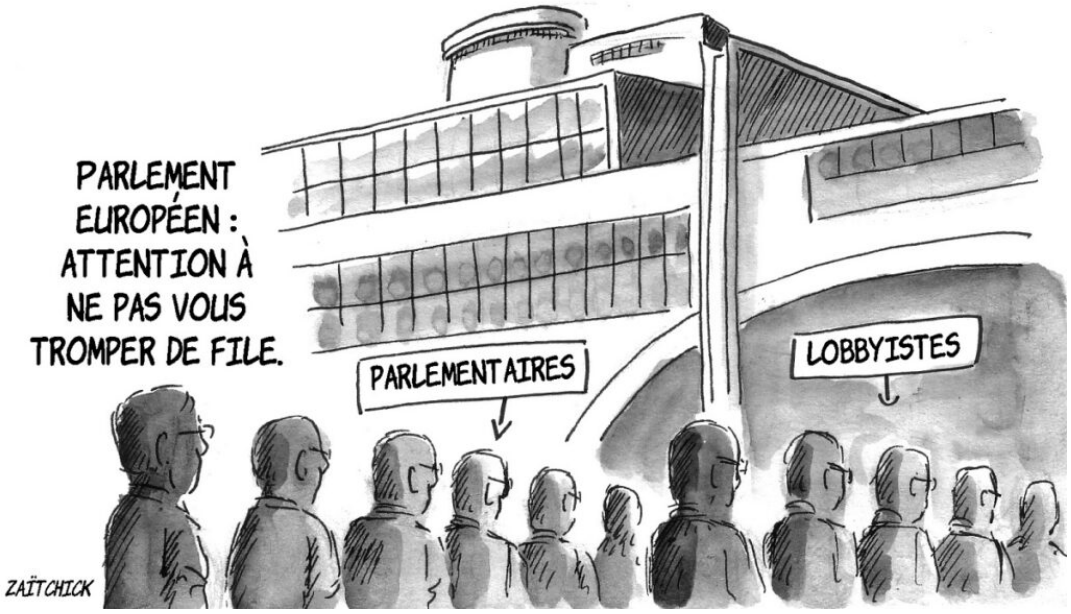


Des milliers de lobbyistes arpentent les couloirs des différentes institutions de l’Union européenne, s’affairant à défendre les intérêts des milieux d’affaire, mais aussi ceux d’organismes œuvrant dans les domaines des « Droits de l’Homme » et de la « l’exportation de la démocratie ».

Par définition, les lobbys sont des groupes d’influence, de pression ou d’intérêts qui ont pour fonction d’influencer les décisions des femmes ou hommes politiques.

Comme on peut s’y attendre, ce « travail » ne peut pas se faire sans dérive. Une récente enquête portant sur les rapports financiers d’une de ces institutions a en effet montré comment elle était fortement infiltrée financièrement par certaines ONG influentes. Celle qui a le plus attiré l’attention est très certainement l’Open Society Foundations (OSF) du milliardaire américain (d’origine hongroise), George Soros. Cette fondation avait aussi défrayé la chronique en publiant une liste de ses « alliés fiables » au Parlement européen (2014-2019). Dans un article publié en 2017 par RT, on pouvait lire : « *Sous forme de répertoire, la fondation de George Soros recense en effet les décideurs,*

députés et dirigeants européens en fonction de leur adhésion aux idéaux de la « société ouverte »
(Open Society)[…]. Ce document recense 226 parlementaires (sur 751) considérés comme susceptibles de soutenir les valeurs de la « société ouverte » prônées par G. Soros et sa richissime fondation.

Parmi ses différentes activités, l’OSF s’implique activement dans la promotion de la démocratie. Dans ce domaine, elle travaille de concert avec de nombreuses organisations américaines spécialisées dans l’« exportation » de la démocratie comme la National Endowment for Democracy (NED), la United States for International Development (USAID) et Freedom House.

Il est de notoriété publique que l’OSF de G. Soros a été très impliquée, avec ces organisations, dans les révolutions colorées et le « printemps » arabe .

Cela explique pourquoi elles sont considérées comme indésirables dans de nombreux pays, particulièrement en Russie .

Mais que vient faire l’Algérie dans tout cela?

En fait, jeudi dernier, la blogosphère a servi de boite à écho à une nouvelle intéressante : une résolution du Parlement européen contre l’Algérie. Encore une autre, vous allez me dire. Non, celle-là n’était pas uniquement intéressante par ses menaces à peine voilées, on en a eu l’habitude avec d’autres pays « colorés » ou « printanisés ».

Ce qui attire l’attention, ce sont les seize organismes signataires de la déclaration commune (en trois langues) qui a été largement diffusée dans les médias sociaux à la suite de l’adoption de la résolution. Les voici :

1. Human Rights Watch
2. Amnesty International
3. Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)
4. Reporters Sans Frontières (RSF)
5. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne
6. Article 19
7. EuroMed Droits
8. Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH)
9. Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA)
10. Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)
11. Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)
12. Action pour le Changement et la Démocratie en Algérie (ACDA)
13. Riposte Internationale
14. Forum de solidarité euro-méditerranéen (FORSEM)
15. Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS)
16. Cartooning for Peace

De prime abord, cette liste semble très hétéroclite. Que viennent faire, par exemple, un institut cairote et une ONG sud-africaine (CIVICUS) dans les affaires politiques algériennes? Pourquoi pas un organisme du Bhoutan ou du Bélize?

Pour répondre à cette question, intéressons-nous à chacun de ces seize organismes et les liens qui les unissent.

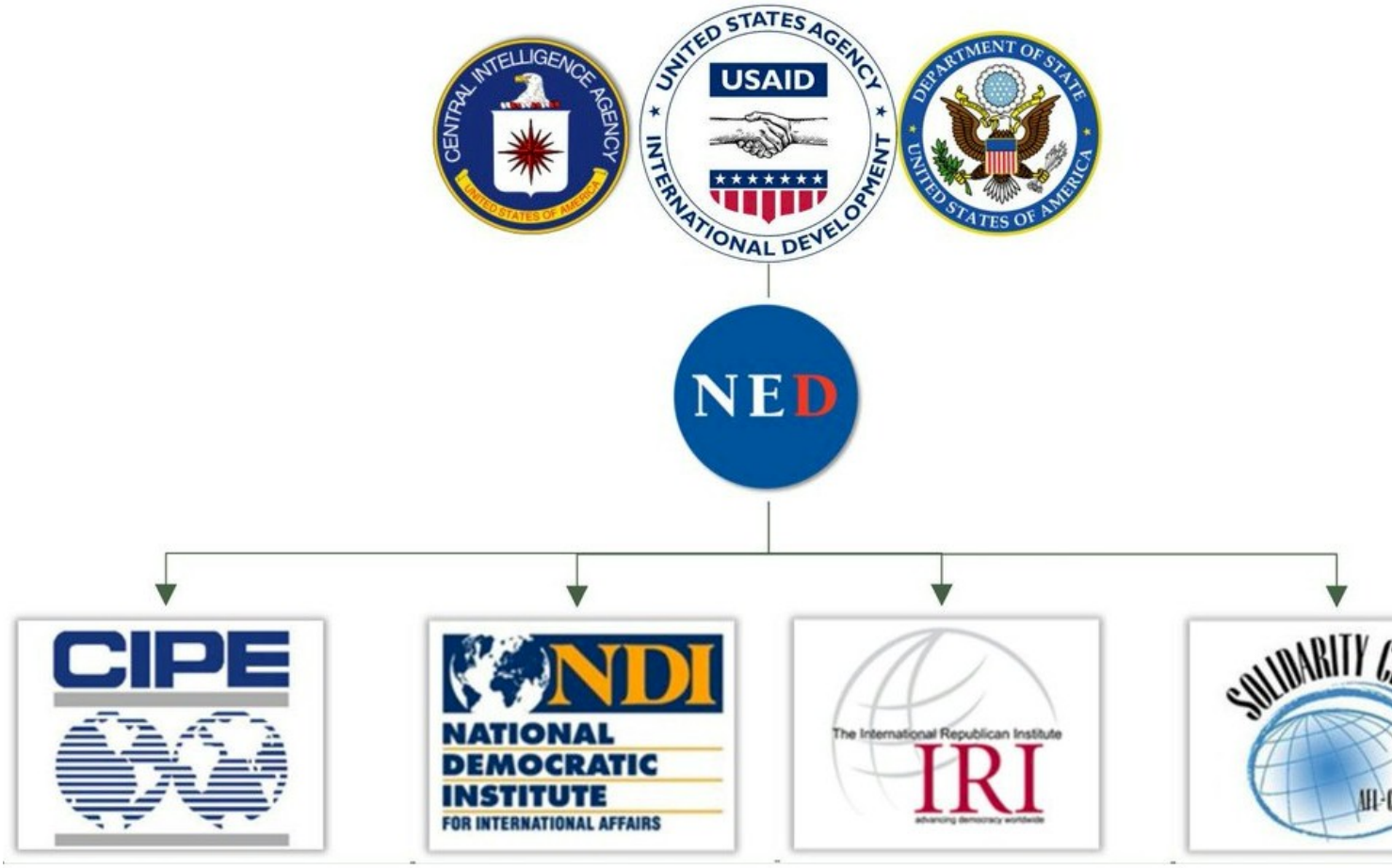
Commençons par les sept premiers de la liste. Ils ont tous un statut de lobbyiste auprès de l'Union européenne et sont tous financés par l'OSF de Soros (elle-même lobbyiste).

À noter que RSF et Article 19 sont aussi financés par la NED. La palme du financement « démocratique » revient certainement à Article 19 qui reçoit aussi des subventions de Freedom House et de l'USAID en plus de celles du Département d'État américain.

Très actives dans le Hirak, les cinq organisations suivantes (8 à 13) sont toutes algériennes. La LADDH et le CFDA sont (ou ont été) financés par la NED .

D'autre part, les organisations syndicales SNAPAP et CGATA sont dirigés par un activiste dont les accointances avec la centrale syndicale américaine AFL-CIO (Solidarity Center) sont connues, comme peuvent en témoigner ces deux lettres .

Rappelons que le Solidarity Center est un des quatre satellites de la NED tout comme le National Democratic Institute (NDI), l'International Republican Institute (IRI), et le Center for International Private Enterprise (CIPE).



Il est important de souligner que le NDI et l’AFL-CIO sont eux-aussi des lobbyistes à l’Union européenne.

Une autre information intéressante : La LADDH, le CFDA et le SNAPAP sont tous les trois membres réguliers d’EuroMed Droits.

L’ACDA et Riposte internationale sont des ONG très impliquées dans les rassemblements du Hirak qui se déroulent sur la place de la République à Paris.

Les relations de l’ACDA avec des ONG algériennes financées par la NED comme, par exemple, le Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) ou le CFDA ne sont plus à démontrer.

En septembre dernier, Riposte internationale a déposé un rapport sur « les violations des libertés en Algérie » auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Son président qui se déclare comme « un des principaux initiateurs du Mouvement Culturel Berbère (MCB) » est très présent sur Al Magharibia, la chaîne TV des militants de l’ex-FIS (Front Islamique du Salut).

Selon les informations qui figurent sur leur site , le Forum de solidarité euro-méditerranéen (FORSEM) « est fondé par des militants associatifs et des universitaires solidaires des soulèvements populaires dont certains pays de la rive sud de la méditerranée sont le théâtre depuis fin 2010 ». Parmi les membres du Comité scientifique de ce Forum, on retrouve le sociologue algérien Lahouari Addi qui a déclaré en être le cofondateur. Est-il utile de préciser que ce sociologue a été membre , pendant de nombreuses années, de l’« International Forum for Democratic Studies Research

Council », le think tank de la NED?

Tout comme les trois ONG algériennes citées précédemment, l'Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS) est aussi associé à EuroMed Droits comme « membre régional ». Il est financé par la NED et collabore régulièrement avec l' Open Society Foundations .

Lorsque le directeur et co-fondateur du CIHRS fut condamné par contumace en août dernier par un tribunal égyptien dédié aux « affaires terroristes », un appel à la solidarité a été émis par la FIDH. Il a été signé par la LADDH, le CFDA, le SNAPAP, la CGATA, l'ACDA, Riposte internationale, HRW, Amnesty International, la FIDH, CIVICUS, EuroMed Droits, soit onze des seize organismes qui ont applaudi la résolution du Parlement européen contre l'Algérie.

Solidarité financière, quand tu nous tiens!

En plus de ces signataires, on pouvait lire d'autres illustres noms : Issandr Amrani, directeur régional du programme MENA de l'OSF, Carl Gershman, président de la NED, Jeffrey Feltman, ancien sous-secrétaire d'État américain pour les affaires du Proche-Orient ainsi que quelques rescapés du Conseil National Syrien (CNS) comme Bassma Kodmani, Burhan Ghalioun ou Radwan Ziadeh, bien connus de la NED.

Le seizième organisme de notre liste est supposé faire la paix avec le rire. Il s'agit de Cartooning for Peace qui s'avère avoir une mission politique en Algérie. Cofondé par Plantu, le caricaturiste du journal Le Monde, Cartooning for Peace regroupe des dessinateurs de presse algériens, tels Dilem ou Le Hic . Le rôle de ces derniers dans le Hirak n'est pas tellement différent de celui des ONG algériennes dont il a été question auparavant. D'ailleurs, un article détaillé
leur a été consacré.

Il ne faut pas oublier que Le Monde collabore , lui aussi, avec une des fondations Soros par l'intermédiaire de l'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa).

Nous n'allons pas clore cette partie sans évoquer le nom de Mme Maria Arena, la Présidente

de la Sous-commission des Droits de l’Homme du Parlement européen qui a été si loquace sur la situation en Algérie
tout en encensant un des « ténors autoproclamés du Hirak » en la personne de M. Karim Tabbou. Il faut savoir que cette députée européenne fait partie des 226 parlementaires européens figurant dans la
liste des « alliés fiables »
de George Soros!

Cliquez sur l'image pour écouter la déclaration de Maria Arena

Reliable allies in the European Parliament (2014 – 2019)

KUMQUAT CONSULT

ARENA Maria **BELGIUM**

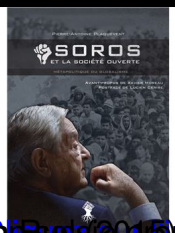
S&D
Belgium (First mandate)

INTA **ACP**
FEMM (Coordinator)
EMPL

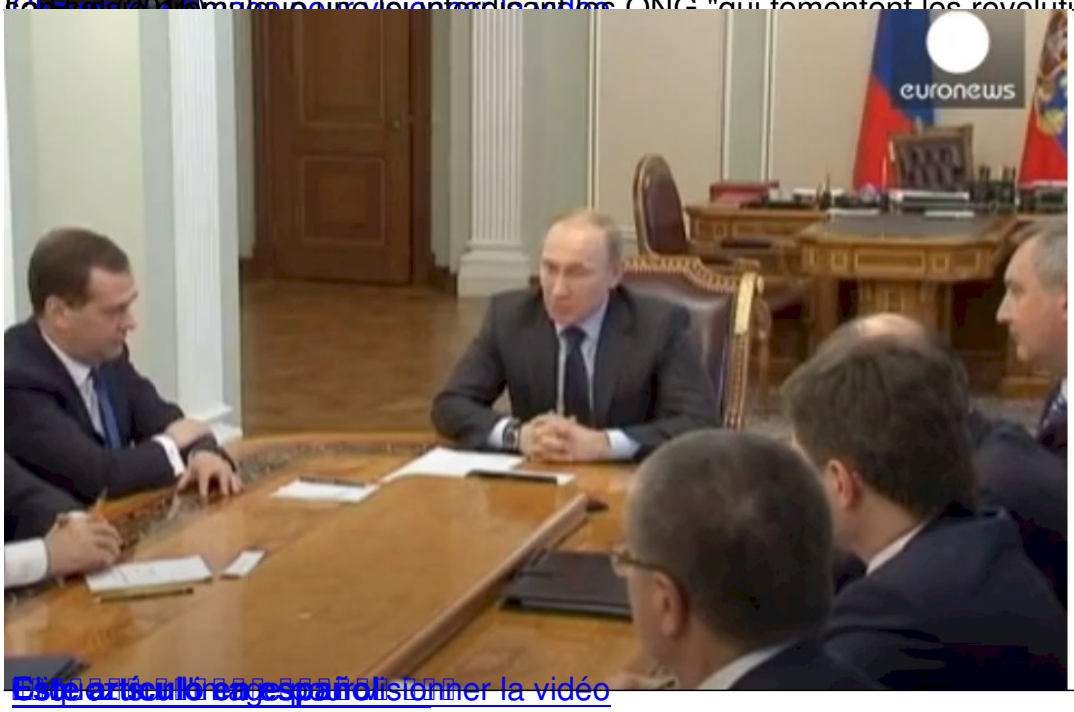
Background
- Councillor (2001-2008); Walloon minister for employment and training (2000-2003); federal minister with various portfolios (administration, social integration, large cities, equal opportunities) in 2003-2004; president of the French-speaking community in Belgium (2004-2008); national MP (2007, 2009-2010); senator (2010-2014); delegate to the OSCE Parliamentary Assembly (2010-2014).
- Interested in asylum issues; social dialogue and social justice; international trade (concerning TTIP, keen on S&D demands to guarantee social rights and scrap the ISDS); and gender equality.

Details
maria.arena@ep.europa.eu
+32 2 284 56 90
ASP 11 G 116

[redacted]



[redacted] ONG "qui fomentent les révolutions colorées" sur



[redacted] visionner la vidéo